

Jean-Baptiste GUÉGAN, spécialiste de géopolitique du sport

Election à la Fifa : « Le problème est qu'Infantino est puissant, il a noyauté l'administration, il met la pression »

A l'heure de la clôture des candidatures, ce mercredi soir, Gianni Infantino, qui vise un nouveau bail à la tête de la Fifa, aborde l'élection du 18 mars en grand favori **selon Jean-Baptiste Guégan,** expert en géopolitique du sport. Qui évoque néanmoins les moyens de le faire chuter.

Par Rachel Cotte

Publié le 18 nov. 2026 à 13:30 — Mis à jour le 18 nov. 2026 à 17:09 — Publié dans Les Echos au format papier du 20 nov. 2026

Malgré le tollé suscité par **son projet d'ouvrir la Fifa à des investisseurs privés** et une image écornée, Gianni Infantino aborde l'élection présidentielle de l'instance en favori. L'actuel président a su s'assurer le soutien de fédérations africaines et asiatiques, en mettant notamment l'accent sur la redistribution des ressources et le développement du football dans ces régions.

L'élargissement de la Coupe du monde à quarante-huit équipes, qui offre davantage de places aux sélections de ces continents, a aussi contribué à renforcer son assise. **Philippe Diallo, désigné par l'UEFA pour porter une candidature alternative,** devra relever le défi de fédérer au-delà du camp européen, estime Jean-Baptiste Guégan, spécialiste en géopolitique du sport et professeur à Sciences Po Paris.

Pourquoi était-il difficile de faire émerger une candidature alternative crédible à celle de Gianni Infantino ?

Le problème est qu'Infantino est puissant, il a noyauté l'administration, il met la pression, il renvoie. Chacun veut garder son pré carré et ses avantages, cela a contribué à rendre l'émergence d'une candidature alternative compliquée.

De plus, pour être candidat, il faut avoir une visibilité mondiale, les moyens de faire campagne, une crédibilité. Et ce, sans forcément être rattaché à l'UEFA, qui a toujours donné des leçons à tout le monde, est très européanocentrée et oublie que le football est devenu global. D'autres fédérations ont beaucoup moins d'argent, et donc sont ouvertes, finalement, aux opérations menées par Infantino et consorts.

Philippe Diallo peut-il incarner cette alternative ?

J'ai quelques doutes sur l'homme et sa capacité à incarner. C'est un candidat de recours, qui arrive presque par défaut. C'est quelqu'un qui, depuis plus de trente ans, opère dans les instances françaises mais n'a pas de rayonnement international. Maintenant, il faut laisser sa chance au produit, et il faut lui reconnaître une chose : son courage d'y aller.

Pour qu'il l'emporte, il faudrait convaincre l'ensemble de l'UEFA de s'aligner derrière lui, d'avoir une deuxième confédération qui appuie la stratégie de l'UEFA - je pense par exemple à la Concacaf - et d'autres acteurs en dehors de ces deux instances. D'autant qu'il fera également face à deux autres candidats : Kozo Tashima, président d'honneur de la Fédération japonaise de football, et l'ancien joueur suisse Ramon Vega (si sa candidature obtient les parrainages nécessaires).

Comment ont évolué les rapports de force entre les différentes confédérations depuis l'arrivée de Gianni Infantino à la Fifa ?

On n'a pas vraiment assisté à une modification des équilibres. L'Afrique a toujours été faiseuse de rois, c'était déjà le cas sous Sepp Blatter [l'ancien président de la Fifa]. Avec cinquante-quatre voix, c'est l'acteur qui est capable de faire et de défaire les scrutins : sans l'Afrique, on n'a pas la Fifa.

> *Dans une organisation éthique, Gianni Infantino serait déjà dehors.*

La différence aujourd'hui, c'est que le football génère beaucoup plus de richesses qu'il y a vingt ans. Les différents acteurs ont compris qu'ils pouvaient en tirer davantage de bénéfices et que leur poids politique leur permettait de peser sur la redistribution de ces ressources. Le gâteau a grossi, et le nombre d'acteurs qui veulent en obtenir une part a augmenté. Il y a aussi la question de la puissance géopolitique qui s'exprime au travers de ceux qui portent les fédérations : vous avez des Etats qui sont derrière elles.

Qu'ont à gagner concrètement les soutiens africains et asiatiques de Gianni Infantino ?

Il y a la perspective que Gianni Infantino fera tout pour augmenter les revenus qui seront redistribués aux fédérations, donc à leurs présidents, et à leur cercle. Garder Infantino au pouvoir, c'est aussi s'assurer que des attributions stratégiques comme la Coupe du monde 2034 en Arabie saoudite ne soient pas remises en cause.

Mais ce n'est pas qu'une question de redistribution financière et de développement du football. La stratégie de la Fifa est aussi de s'associer à des acteurs capables d'accroître ses revenus. En retour, elle transforme l'outil qu'est la Coupe du monde en instrument de rayonnement, d'influence et de développement pour ces pays.

Alors que la réélection de Gianni Infantino est, pour certains, quasiment acquise, quels sont les moyens de limiter son pouvoir, voire de le faire tomber ?

Au niveau des instances, il pourrait y avoir des blocages de l'UEFA, comme un blocage des joueurs pour faire pression. C'est-à-dire que l'UEFA refuse de libérer ces derniers, ou en tout cas qu'elle s'élève contre de nouvelles compétitions. Autrement, c'est sur le terrain extra-sportif, celui des affaires judiciaires, que cela pourrait se jouer.

Si des choses encore plus inacceptables que ce qu'on a vu jusqu'alors sortent, Infantino pourrait partir pour des raisons éthiques. Le fait que les démocrates aient remporté les élections de mi-mandat aux Etats-Unis pourrait rouvrir des procédures à son encontre. S'il se maintient malgré tout, les sponsors, qui n'auraient pas envie d'y associer leur image, pourraient faire pression. Il y a quand même déjà eu beaucoup d'affaires. Dans une organisation éthique, il serait déjà dehors.

Quelles réformes institutionnelles pourraient justement améliorer la transparence et la gouvernance de la Fifa ?

La transparence est voulue, mais si personne ne respecte les règles, cela ne sert que de décor. A la Fifa, vous créez des instances et des commissions que vous ne respectez pas, car ceux censés les faire appliquer sont de votre camp. Il faudrait une vraie indépendance.

Le rapport Garcia [une enquête indépendante sur les soupçons de corruption entourant l'attribution des Coupes du monde de football de 2018 en Russie et de 2022 au Qatar, NDLR] avait, par exemple, été purement et simplement caviardé. Il faut repenser le statut même de la Fifa ainsi que la nature de la gouvernance sportive, au-delà d'un système où des présidents de fédération sont liés par leurs intérêts.